

Plan d'action environnemental et social – Qair Khobna

Non	Action	Risques environnementaux et sociaux (responsabilité et avantages)	Exigences (législatives, ESR, meilleures pratiques)	Ressources, investissements, responsabilités	Chronologie	Cibles et critères d'évaluation pour une mise en œuvre réussie
ESR1	Évaluation et gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux					
1.1	<p>Développer une structure organisationnelle E&S claire avec des rôles désignés, des responsabilités, du personnel qualifié et des ressources humaines et financières adéquates pour garantir une performance E&S efficace et continue.</p> <p>gestionnaire de site environnemental et social qualifié pour assumer la responsabilité globale du respect des EIES, des exigences de permis, des ESAP, des SEP, du LARF et des exigences de la BERD liées aux questions E&S.</p>	Toutes les questions et tous les impacts environnementaux et sociaux sont traités de manière appropriée.	<p>BERD ESR1 et ESR 10</p> <p>Exigences légales nationales</p> <p>Meilleures pratiques</p>	Qair	Lors de la signature de l'accord de prêt avec la BERD	<p>Organigramme approuvé et partagé avec les prêteurs</p> <p>Environnemental et Social embauché .</p>
1.2	<p>Rapport sur la performance E&S du projet : Préparer et soumettre un rapport à la BERD sur la mise en œuvre du PASE et les performances E&S du projet</p>	Toutes les questions et impacts environnementaux et sociaux sont traités de manière appropriée. Les rapports de performance sont partagés .	<p>BERD ESR1 et ESR 10</p> <p>Exigences légales nationales</p> <p>Meilleures pratiques</p>	Qair	<ul style="list-style-type: none"> - Quatrely rapporte pendant la construction - Rapports annuels pour la phase opérationnelle 	Rapports préparés et soumis à la BEI et à la BERD
1.3	<p>Registres des engagements, consentements et permis :</p> <p>Obtenir et maintenir la conformité avec tous les engagements et permis requis auprès des</p>	Conformité aux réglementations et engagements nationaux	<p>BERD ESR1</p> <p>Droit national exigences</p>	Qair	Tout au long des phases de développement du projet. La base de	<p>Consentements et permis obtenus</p> <p>Suivi de la base de données de tous les</p>

	<p>autorités compétentes à toutes les étapes du projet.</p> <p>Une base de données retraçant tous les permis et consentements doit être développée et maintenue.</p>				<p>données (le registre doit être inclus dans les rapports de performance environnementale et sociale)</p>	<p>permis et consentements développés</p> <p>Rapports de surveillance de la conformité</p> <p>Rapports à la BEI/BERD</p>
1.4	<p>Élaborer, mettre en œuvre et mettre à jour régulièrement un Plan de gestion environnementale et sociale (PGES), proportionnel aux risques et impacts du projet. Ce PGES doit intégrer des systèmes de suivi, définir des résultats mesurables, des indicateurs de performance, des mécanismes de réclamation, des mesures correctives et préventives, et prévoir des mesures différenciées pour les groupes vulnérables, en veillant à ce que les enseignements tirés et l'évolution de la situation soient pris en compte.</p>					
1,5	<p>Établir et maintenir un système de gestion environnementale et sociale (SGES) dynamique, adapté à la nature, à l'ampleur et aux risques du projet. Ce SGES doit être conforme aux ESR et aux bonnes pratiques internationales (BPI) et inclure des politiques globales définissant les engagements et les objectifs environnementaux et sociaux.</p> <p>Qair a élaboré en janvier 2024 une politique EHSS qui sert de cadre directeur à toutes ses activités, intégrant les considérations de qualité, de santé, de sécurité et d'environnement.</p> <p>La politique devrait être renforcée par des procédures opérationnelles à mettre en œuvre par les projets (identification des risques et des impacts, plans de gestion, suivi et revue, engagement des parties prenantes, préparation et réponse aux situations d'urgence).</p>	<p>Toutes les questions et tous les impacts environnementaux et sociaux sont traités de manière appropriée.</p>	<p>Rapports ESR de la BERD</p> <p>Exigences légales nationales</p> <p>Meilleures pratiques</p>	Qair	<p>Lors de la signature de l'accord de prêt avec la BERD</p>	<p>SGES préparé et approuvé</p> <p>Politique divulguée sur le site Web de Qair</p> <p>PGES mis à jour si nécessaire</p>

	Un PGES a été élaboré dans le cadre de l'EIES . Ce plan est susceptible d'être mis à jour pour tenir compte de toute évolution du projet.					
1.6	<p>Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) de l'entrepreneur et exigences contractuelles :</p> <p>Établir et mettre en œuvre un plan de gestion des entrepreneurs afin de garantir que tous les entrepreneurs et sous-traitants respectent les exigences des ESR et des SGES/PGES. Ce plan comprend l'intégration des conditions du PGES dans les contrats, l'évaluation et le suivi des performances des entrepreneurs, la garantie qu'ils possèdent les connaissances et les compétences nécessaires, et l'application de mesures d'atténuation ou de remédiation en cas de non-conformité.</p> <p>Les documents d'appel d'offres doivent faire référence à la nécessité de se conformer à tous les ESR applicables de la BERD, aux exigences du présent PAES et aux conclusions et recommandations de l'EIES et des permis.</p>	<p>Toutes les questions et impacts environnementaux et sociaux sont traités de manière appropriée pendant la phase de construction .</p> <p>Conformité aux exigences de la BERD, nationales et européennes et aux bonnes pratiques internationales du secteur.</p>	<p>Rapports ESR de la BERD</p> <p>Exigences légales nationales</p> <p>Meilleures pratiques</p>	Qair / entrepreneurs		Dossier d'appel d'offres approuvé avant contractualisation de l'entrepreneur Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) de l'entrepreneur approuvé avant la construction
1.7	Améliorer et mettre en œuvre un système de gestion de la chaîne d'approvisionnement afin d'identifier, de gérer et de remédier aux risques liés à l'exploitation du travail , ainsi qu'à tout autre risque et impact significatif sur l'environnement et les droits humains. Ce système de gestion doit prévoir la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement, des audits sociaux et une vérification par des tiers, proportionnels aux risques sociaux identifiés.	Risque de travail des enfants et de travail forcé dans la chaîne d'approvisionnement solaire	<p>Bonnes pratiques internationales BERD ESR2</p> <p>Orientations de l'UE sur la diligence raisonnable à l'intention des entreprises de l'UE pour faire face au risque de travail forcé dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement</p>	Qair		Preuve de la mise en œuvre du système de gestion de la chaîne d'approvisionnement (rapports de diligence raisonnable, évaluation des risques, clauses contractuelles, rapports d'audit du travail , etc.)

<p>Cela comprendra des procédures de diligence raisonnable et de gestion pour l'approvisionnement en modules solaires et en composants solaires conformément aux Orientations de l'UE sur la diligence raisonnable pour les entreprises de l'UE afin de faire face au risque de travail forcé dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement (2021) ¹, ainsi qu'aux politiques ou directives pertinentes des prêteurs adoptées de temps à autre par les prêteurs.</p> <p>En ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement solaires, le système de gestion nécessitera :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Politique d'approvisionnement responsable • Code de conduite des fournisseurs • Cartographie et évaluation des risques des fournisseurs de modules et composants solaires. • Définir des mesures spécifiques à mettre en œuvre dans le cas où la cartographie révèle une exposition potentielle au travail forcé . • Inclusion de clauses appropriées dans les avis de marchés et les contrats avec les entrepreneurs et fournisseurs d'énergie solaire sur les risques liés au travail et leur gestion. • Auto-déclarations, représentations/garanties légales ou similaires, par les entrepreneurs, fournisseurs et sous-traitants solaires concernant les risques du travail . • Évaluations sociales/ audits du travail des fournisseurs d'énergie solaire de premier rang lorsque des risques sont identifiés. • Exigences relatives aux protocoles de traçabilité depuis les fournisseurs solaires 		Norme EIB 8			
--	--	-------------	--	--	--

¹https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2021/july/tradoc_159709.pdf

	<p>jusqu'au polysilicium (et au silicium de qualité métallique lorsque des risques sont identifiés).</p> <ul style="list-style-type: none"> Lorsque cela est possible, il convient d'exiger que les fournisseurs d'énergie solaire effectuent (ou fournissent) des audits de traçabilité approfondis de leurs chaînes d'approvisionnement. Exigences relatives à la certification de la chaîne de traçabilité des fournisseurs. 					
ESR 2	Travail et conditions de travail					
2.1	<p>Exigences relatives à la documentation d'appel d'offres Assurez-vous que la documentation d'appel d'offres pour les entrepreneurs et les sous-traitants comprend des obligations de se conformer aux ESR de la BERD, à la législation nationale du travail et de la SST, aux ESAP, aux conclusions de l'EIES, aux conditions de permis et aux politiques pertinentes en matière de RH, d'E&S et d'engagement des parties prenantes.</p>	Conformité avec la BERD, les exigences nationales et les meilleures pratiques disponibles .	BERD ESR2, Code national du travail et lois sur la SST, meilleures pratiques	Qair	Pendant étape d'approvisionnement	Les documents d'appel d'offres comprennent les exigences en matière d'ESR, d'ESAP, d'ESIA et de politique RH ; examinés et approuvés par la BERD avant l'attribution du contrat.
2.2	<p>Politiques RH des entrepreneurs Élaborer et mettre en œuvre des politiques RH conformes à la norme ESR2. Ces politiques doivent interdire le travail des enfants et le travail forcé , et garantir les droits des travailleurs non salariés, conformément aux normes de l'OIT et aux exigences de la BERD.</p>	<p>Ressources humaines et effectif efficaces et améliorés gestion. Amélioré relation employeur-travailleur Avantages économiques locaux</p>	BERD ESR2 Conventions fondamentales de l'OIT Législation nationale du travail	Qair	Avant la mobilisation de la main d'oeuvre	Politique RH élaborée, communiquée à tous les employés et appliquée. Formation dispensée.
2.3	<p>Travail et conditions de travail Se conformer aux lois nationales sur le travail , la sécurité sociale, la SST et aux normes de l'OIT.</p>	<p>Risque de conditions de travail dangereuses ou injustes, logement inadéquat. Avantages : lieu de travail plus sûr, productivité accrue,</p>	la BERD sur l'hébergement des travailleurs (ESR2) et le code national du travail et les lois sur la SST (SST)	Qair	Continu (phases de construction et d'exploitation)	Audits de conformité réalisés ; non-conformités corrigées ; Hébergement inspecté et certifié avant occupation.

		rotation du personnel réduite.				
2.4	<p>Mécanisme de réclamation : Développer et mettre en œuvre un mécanisme de réclamation pour les travailleurs du projet (y compris les sous-traitants) aligné sur l'ESR2, garantissant l'accessibilité, la transparence et des procédures spécifiques pour les questions sensibles (VBG, représailles).</p> <p>Le mécanisme de réclamation devrait permettre le dépôt de réclamations anonymes.</p>	Risque de griefs non résolus, de conflits du travail et d'incidents de violence sexiste. Avantages : renforcement de la confiance, réduction des conflits, résolution rapide.	BERD ESR2 Code national du travail Meilleures pratiques (approche centrée sur les survivants de la VBG)	Qair	Avant la mobilisation de la main d'oeuvre	Mécanisme de réclamation opérationnel ; registre des réclamations tenu à jour ; rapports soumis à la BERD.
2,5	<p>Utilisation de la main-d'œuvre locale et afflux de travailleurs Adopter une stratégie de recrutement locale (i) publier les offres d'emploi localement, (ii) encourager la main-d'œuvre locale à postuler et (iii) donner la priorité à l'embauche de main-d'œuvre locale lorsque cela est raisonnable et pratique.</p> <p>Préparez un plan de gestion de l'afflux de travailleurs prévoyant des dispositions d'hébergement, des interactions avec les travailleurs locaux du projet et les communautés environnantes.</p>	Risque de mécontentement communautaire si les emplois sont délaissés par les locaux. Avantages : soutien communautaire, permis d'exploitation social, réduction des risques d'afflux de main-d'œuvre .	BERD ESR2 Droit national du travail Bonnes pratiques	Qair	Tout au long du recrutement (phases de construction et d'exploitation)	Preuve d'offres d'emploi locales ; % de main-d'œuvre locale embauchée déclaré trimestriellement ; politique incluse dans la documentation RH.
VS 3	Efficacité des ressources, prévention et contrôle de la pollution					
3.1	<p>Efficacité des ressources Évaluer et surveiller l'utilisation de l'énergie, des matières et des déchets. Appliquer des mesures simples pour réduire les déchets et améliorer l'efficacité.</p>	Risque de gaspillage de ressources et de coûts plus élevés. Avantage : économies et impact moindre.	BERD ESR3, lois nationales, GIP	Qair	Depuis le début de la construction, mis à jour annuellement	Plan d'efficacité des ressources en place; registres de l'utilisation des ressources et des déchets.
3.2	<p>Utilisation de l'eau Préparer le bilan hydrique et réduire la consommation d'eau potable. Privilégier les sources non potables dans la mesure du</p>	Risque de surexploitation des ressources en eau locales. Avantage :	BERD ESR3, loi tunisienne sur l'eau	Qair	Bilan hydrique avant construction, surveillance	Bilan hydrique approuvé; Preuve d'une consommation réduite d'eau potable.

	<p>possible. Surveiller la qualité de l'eau pendant la construction et l'exploitation.</p> <p>Pour le nettoyage des panneaux solaires, privilégier une solution sans eau. Dans le cas contraire, soumettre à l'approbation des bailleurs de fonds une étude des « meilleures technologies disponibles » comparant les solutions sans eau et avec eau d'un point de vue technico-économique et environnemental : seules les sources d'eau renouvelables doivent être envisagées (à l'exclusion des aquifères fossiles) et une étude hydrogéologique et un bilan massique hydrique doivent être inclus afin de confirmer l'absence de concurrence pour l'utilisation de l'eau par les besoins agricoles ou communautaires locaux, compte tenu du changement climatique.</p>	protection des ressources en eau, prévention des conflits.			annuelle	
3.3	<p>Gestion des déchets Élaborer un plan de gestion des déchets. Minimiser, réutiliser et recycler. Éliminer les déchets résiduels et dangereux uniquement par l'intermédiaire d'entreprises agréées.</p> <p>Exiger des fournisseurs de panneaux photovoltaïques qu'ils respectent les objectifs clés de la directive DEEE de l'UE en termes de collecte, de traitement, de valorisation et d'élimination rationnelle des DEEE au mieux des efforts de soutien, en tenant compte de l'INCOTERM pertinent (ensemble de règles internationalement reconnues qui définissent les responsabilités des acheteurs et des vendeurs dans la transaction d'exportation — définissant les obligations, les coûts et les risques impliqués dans la livraison des marchandises) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les panneaux livrés cassés pendant la période de construction doivent être éliminés dans une installation disposant des moyens 	<p>Risque de pollution, déversement illégal. Avantage : conformité, site plus propre.</p>	BERD ESR3, loi nationale sur les déchets	Qair	Continu	Plan de gestion des déchets approuvé; entrepreneurs agréés engagés; registres d'élimination conservés.

	<p>techniques nécessaires au recyclage de leurs composants, aux frais du fournisseur. Ce dernier doit fournir une preuve de livraison des panneaux cassés à cette installation .</p> <ul style="list-style-type: none"> Les panneaux cassés ou hors service pendant la construction ou l'exploitation doivent être éliminés conformément aux principes de la directive DEEE aux frais du fournisseur. 					
3.4	<p>Prévention de la pollution Appliquer des mesures pour éviter la poussière, les déversements et les émissions pendant les travaux . Respecter les normes tunisiennes et européennes, le cas échéant. S'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mesures de suppression de la poussière Restrictions de vitesse sur les chemins de terre et à proximité des champs agricoles et des habitations résidentielles Entretien régulier des machines et équipements Bâche de protection pour charges poussiéreuses Restauration rapide (immédiate) des revêtements routiers en cas de dommages <p>Préparation et mise en œuvre d'une procédure/plan de prévention et de gestion des déversements d'hydrocarbures.</p>	<p>Risque de pollution de l'air, du sol et de l'eau. Avantage : meilleures relations communautaires et respect de la législation.</p>	BERD ESR3, normes nationales	Qair	Pendant la construction et l'exploitation	<p>Mesures de prévention de la pollution en place; Rapports de surveillance disponibles.</p>
3,5	<p>Émissions de GES : Estimer et déclarer les émissions de GES. Appliquer des mesures de réduction (équipements performants, transports optimisés). Rapporter annuellement.</p>	<p>Risque : émissions élevées, impacts climatiques. Avantage : alignement sur la politique de la BERD.</p>	Protocole ESR3 de la BERD sur les GES	Qair	Base de référence avant construction, rapports annuels	<p>Rapport sur les GES soumis à la BERD ; Mesures de réduction documentées.</p>
3.6	<p>Bruit et vibrations : Surveiller le bruit des machines, des transports et des transformateurs. Appliquer des mesures d'atténuation (planification, barrières) si les</p>	<p>Risque : nuisances pour les travailleurs et les communautés.</p>	BERD ESR3, normes tunisiennes	Qair	Avant et pendant la construction et l'exploitation	<p>Niveaux de bruit surveillés et conformes ; Actions d'atténuation mises en œuvre.</p>

	niveaux dépassent les limites.	Avantage : diminution des plaintes et respect de la législation.				
3.7	Interdire l'utilisation d'herbicides ou de pesticides pendant la construction, notamment pour le contrôle de la végétation	Contrôle de la pollution	BERD ESR3 Norme EIB 3	Qair	Pendant la construction	Interdiction d'utiliser des pesticides/herbicides. Cette interdiction est incluse dans les contrats de sous-traitance.
3.8	Matières dangereuses : Gérer les matières dangereuses en toute sécurité (stockage, étiquetage, transport, élimination). Appliquer les contrôles des risques et les pratiques de manipulation sécuritaires. S'assurer que des procédures d'urgence sont en place.	Risques : déversements, incendies, pollution, exposition des travailleurs et de la communauté. Avantages : réduction des incidents, conformité légale.	BERD ESR4, lois tunisiennes, GIP	Qair , entrepreneur EPC	Continu	Registre des matières dangereuses tenu à jour ; entreprises d'élimination agréées engagées ; exercices d'intervention d'urgence effectués.
ESR 4	Santé, sécurité et sûreté					
4.1	Santé et sécurité des travailleurs : Identifier et évaluer les dangers sur le lieu de travail. Mettre en œuvre des mesures préventives et correctives conformes aux normes européennes et aux BPI. Former et superviser les travailleurs, garantir le port des EPI et autoriser les arrêts de travail. Intégrer la SST au SMSE. Celui-ci doit inclure au minimum : <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation des risques spécifiques à chaque emploi et à chaque tâche et mesures de contrôle générales requises pour tous les emplois/activités • Fourniture d'équipements de protection individuelle (EPI), exigences relatives à l'utilisation des EPI et application de l'utilisation des EPI • Fourniture d'autres équipements de sécurité selon les besoins. 	Risques : accidents, blessures, atteinte à la réputation. Avantages : environnement de travail plus sûr, conformité légale.	BERD ESR4, loi tunisienne sur la SST , normes de l'UE	Qair	Continu (conception, construction, exploitation, démantèlement)	Évaluations des risques réalisées ; plan SST en place ; audits de sécurité réalisés.

	<ul style="list-style-type: none"> • Formation à la sécurité pour tout le personnel dans une ou plusieurs langues accessibles, couvrant les dangers et les protocoles de sécurité de leur travail • Formation spéciale pour les travaux dangereux (espaces confinés, travail en hauteur, travail avec l'électricité, etc.) • Enregistrement des statistiques d'incident, y compris (au minimum) le total des heures de travail, les incidents avec perte de temps, les blessures graves, les décès, etc. • Déclaration des incidents et statistiques SST. 					
4.2	<p>Santé et sécurité des communautés : identifier et gérer les risques pour les communautés locales (circulation, travaux de construction, maladies transmissibles, catastrophes naturelles). Mettre en œuvre des mesures de prévention et de préparation aux situations d'urgence. Mobiliser les autorités locales et communiquer avec les communautés. Cela devrait inclure au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture du calendrier de construction et description des risques communautaires aux gouvernorats et aux communautés • Installation de clôtures et de signalisation de sécurité et de danger sur les chantiers et les sites d'exploitation • Contrôle et prévention des maladies • Prévention et contrôle des tensions et des conflits entre la main-d'œuvre et les communautés, y compris la violence et le harcèlement basés sur le genre • Exercices d'urgence impliquant les communautés 	<p>Risques : accidents, impacts sur la santé, perte de confiance de la communauté.</p> <p>Avantages : communautés plus sûres, relations améliorées.</p>	BERD ESR4, Tunisien règlements	Qair	Avant et pendant la construction et l'exploitation	Plan de gestion de la circulation, plan d'urgence et séances de sensibilisation offertes aux communautés.
4.3	Prévention des violences basées sur le genre et de l'exploitation et de la maltraitance	Risques : incidents de violence sexiste,	BERD ESR4, conventions de l'OIT,	Qair	Avant mobilisation;	Code de conduite signé ; formations sur la VBG

	des enfants. Appliquer une tolérance zéro à l'égard des violences basées sur le genre, du harcèlement et de la maltraitance des enfants. Adopter et former l'ensemble des travailleurs et du personnel de sécurité sur les codes de conduite. Fournir confidentiel canaux de signalement et soutien axé sur les survivants .	impacts réputationnels et juridiques. Avantages : environnement plus sûr pour les travailleurs et les communautés, conformité.	meilleures pratiques en matière de violence sexiste		surveillé en continu	dispensées ; le mécanisme de réclamation inclut les cas de VBG.
4.4	Bien-être et hébergement des travailleurs : Fournir des installations et des logements sûrs, hygiéniques et adaptés au genre (le cas échéant). Assurer un entretien adéquat, la non-discrimination et des mesures de protection contre les violences basées sur le genre. Veiller à ce que l'hébergement des travailleurs soit conforme à la note d'orientation correspondante de la SFI/BERD (2009). ²	Risques : mauvaises conditions de vie, risques sanitaires, violences basées sur le genre. Avantages : meilleur bien-être des travailleurs, confiance de la communauté, conformité.	Directives de la BERD ESR4 et de la SFI/BERD sur le logement des travailleurs	Qair	Avant la mobilisation des travailleurs ; maintenu pendant la construction	Installations de bien-être inspectées et approuvées; Satisfaction des travailleurs surveillée.
4,5	Le développeur doit concevoir et mettre en œuvre un plan de gestion du personnel de sécurité et un code de conduite du personnel de sécurité. Cela devrait inclure les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Une évaluation des risques liés à l'utilisation de personnel de sécurité sous contrat privé et de personnes locales employées pour agir en tant que personnel de sécurité • Une évaluation des risques associée à l'implication du personnel de sécurité fourni par le gouvernement qui peut être appelé à fournir un soutien lors d'un incident, si cela se produit. • Les contrôles sur le personnel de sécurité, y compris le recours à la force, ainsi que les exigences obligatoires en matière de 		BERD EES 4	Qair	Pendant la construction	Incidents divulgués aux prêteurs

²<https://www.ifc.org/content/dam/ifc/doc/mgrt/hébergement-des-travailleurs.pdf>

	<p>contrôle et de formation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Procédure de vérification visant à garantir que tout le personnel de sécurité impliqué (y compris les personnes locales appelées à agir à ce titre) n'a pas été impliqué dans des violations des droits de l'homme passées. • requises . <p>Le plan sera décliné en fonction du contrat EPC.</p>					
4.6	<p>Minimiser le risque de conséquences graves d'une morsure de serpent ou d'une piqûre de scorpion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Former les travailleurs sur les risques liés aux serpents/scorpions, les mesures de prévention lors des travaux sur le terrain, le comportement en cas de rencontre avec un serpent/scorpion, le comportement en cas de victime ou de témoin d'une morsure de serpent/piqûre de scorpion (à l'intégration pendant la construction, annuellement pendant l'exploitation). <p>Autoriser l'accès au site uniquement au personnel/travailleurs portant des chaussures montantes ou des bottes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ne laissez pas le personnel/les ouvriers travailler seuls à l'intérieur du terrain photovoltaïque. • Vérifiez chaque année si les centres médicaux les plus proches disposent d'un antivenin. Indiquez clairement leurs coordonnées et leur adresse au bureau de la centrale photovoltaïque. • Vérifiez chaque année auprès d'un médecin spécialisé les procédures de gestion des morsures de serpent / piqûres de scorpion énumérées ci-dessus et améliorez-les si nécessaire. 		BERD EES 4	Qair	Pendant la construction	Incidents divulgués aux prêteurs

4.7	<p>Les travaux en été doivent être évités autant que possible pendant l'été et un calendrier de travail spécifique doit être convenu pendant les périodes les plus chaudes.</p> <p>L'entrepreneur en construction doit surveiller les incidents liés à la chaleur et s'assurer que les travailleurs disposent, pendant la saison chaude, d'endroits ombragés pour se reposer/manger, de pauses d'une durée appropriée et d'eau potable froide en quantité suffisante.</p>		BERD EES4	Qair	Pendant la construction	Incidents divulgués aux prêteurs
ESR 5	Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation involontaire.					
5.1	Élaborer et mettre en œuvre le Plan d'acquisition des terres et de restauration des moyens de subsistance (LARP) sur la base du Cadre d'acquisition des terres et de restauration des moyens de subsistance (LARP) préparé et divulgué.	<p>Conformité aux exigences de la BERD</p> <p>Compensation pour les déplacements économiques et les impacts sur les moyens de subsistance liés à l'acquisition de terres et aux restrictions d'accès.</p>	BERD EES5 Exigences nationales	Qair	Avant la phase de construction (c'est-à-dire qu'aucun terrain n'est accessible pour les travaux jusqu'à ce que les indemnités soient reçues par les ayants droit éligibles).	<p>Soumettre le LARP à la BERD pour examen et approbation.</p> <p>Rapport sur la mise en œuvre du LARP.</p>
5.2	Veiller à ce que le LARP soit audité après son achèvement, avec une indemnisation entièrement versée et des mesures de restauration des moyens de subsistance surveillées et jugées conformes à l'ESR5.	<p>Conformité aux exigences de la BERD</p> <p>Compensation pour les déplacements économiques et les impacts sur les moyens de</p>	BERD EES5	Qair	3 mois après l'achèvement du LARLP	Rapport d'audit soumis aux prêteurs

		subsistance liés à l'acquisition de terres et aux restrictions d'accès.				
ESR 6	Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes.					
6.1	<p>Enquête et rapports complémentaires sur la biodiversité : Dans la zone d'influence du projet, des visites de sites ont déjà été réalisées en avril, mai, juin, juillet, août et septembre.</p> <p>Efforts d'engagement et de coordination avec la STEG et les autres développeurs de la zone pour réduire la pression sur la biodiversité dans la région</p> <p>Rapports à élaborer par le projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport sur la biodiversité couvrant les mois de juillet, août et septembre avec une confirmation claire que le projet n'est pas susceptible d'avoir un impact significatif sur les objectifs de conservation des deux sites protégés (Parc Jebel Bouhedma et sebkhat Naouel) - L'évaluation de l'habitat critique doit être conforme aux critères de la BEI pour l'habitat critique (note d'orientation de 2018 	Identification des impacts sur la flore et la faune dans la zone du projet.	<p>BERD EES6,</p> <p>Norme EIB 4</p> <p>Exigences nationales</p>	Qair , avec un consultant externe en biodiversité	Avant conseil approbation	<p>Études et rapports sur la biodiversité réalisés.</p> <p>L'EIES a été mise à jour avec ces éléments BMP mis en œuvre</p>

	https://www.eib.org/en/publications/guidance-note-on-biodiversity-and-ecosystems).					
6.2	<p>Le promoteur doit préparer et faire en sorte que l'entrepreneur mette en œuvre un plan de gestion de la biodiversité « BMP » couvrant la construction et l'exploitation, y compris une section traitant de la gestion des impacts cumulatifs sur la biodiversité.</p> <p>L'engagement avec le partenaire local de BirdLife est nécessaire pour informer sur les mesures d'atténuation appropriées pour la préparation et la mise en œuvre des BMP.</p> <p>Efforts d'engagement et de coordination avec la STEG et les autres développeurs de la zone pour réduire la pression sur la biodiversité dans la région</p>	Minimisation des impacts sur la faune et la flore	BERD EES6, Norme EIB 4	Qair , avec un consultant externe en biodiversité	Avant le début des travaux	Plan préparé
6.3	<p>Le promoteur devra contractuellement exiger des entreprises d'ingénierie, de construction et d'approvisionnement (EPC) qu'elles installent des dispositifs de déviation des oiseaux (DFA), conformément aux normes de conception et d'espacement du secteur, sur toute la longueur de la ligne . Le modèle devra être choisi de manière à réduire l'impact sur les éléments prioritaires de biodiversité identifiés sur le site.</p>	Minimisation des impacts sur l'avifaune	BERD EES6, Norme EIB 4	Qair , entrepreneur EPC	Pendant la phase de conception de la ligne	Conception finale mise à jour
6.4	<p>Coordonner avec la STEG pour mener un programme de surveillance de la mortalité des oiseaux sur 3 ans au début de la phase opérationnelle, en particulier pendant les saisons de nidification et de migration.</p> <p>Le programme de surveillance sera ensuite</p>	Minimisation des impacts sur l'avifaune	BERD EES6, Norme EIB 4	Qair , en coordination avec la STEG	Pendant le fonctionnement de la ligne	Preuve de la mise en œuvre du programme dans les rapports aux prêteurs

	réalisé tous les 5 ans. Sur la base des résultats du suivi, réviser et mettre à jour le plan opérationnel de gestion de la biodiversité, y compris des mesures d'atténuation supplémentaires si nécessaire pour garantir les objectifs de conservation applicables.					
6,5	La clôture du site PV doit permettre le passage des reptiles .	Continuité écologique	BERD EES6, Norme EIB 4	Qair , entrepreneur EPC	Lors de la conception du site PV	Conception finale mise à jour
6.6	Éviter l'éclairage permanent du site photovoltaïque pendant la construction ou l'exploitation afin de ne pas perturber l'habitat nocturne . Si un éclairage nocturne est nécessaire pour des raisons de sécurité, privilégier des éclairages de faible intensité dirigés vers le sol, contrôlés par des détecteurs de présence et une minuterie.	Minimisation des impacts sur la faune	BERD ESR6, Norme BEI 4	Qair , entrepreneur EPC	Pendant la construction et l'exploitation	
6.7	Si un impact sur les caractéristiques prioritaires de la biodiversité est identifié pendant la mise en œuvre du projet, une compensation appropriée doit être élaborée en étroite coordination avec Birdlife et le développeur du projet dans la région pour garantir l'absence de perte nette pour cette espèce.	Aucune exigence de perte nette sur PBF	BERD EES6, Norme BEI 4	Qair , entrepreneur EPC	Tout au long de la mise en œuvre du projet	Impact sur le PBF signalé au prêteur, compensation élaborée et mise en œuvre si nécessaire
ESR 8	Patrimoine culturel.					
8.1	Procédure en cas de découverte fortuite : Établir et mettre en œuvre une procédure en cas de découverte fortuite pendant les travaux. Prévenir le ministère de la Culture (ou l'autorité compétente) avant les fouilles. Former les ouvriers à interrompre les travaux en cas de découverte d'objets et sécuriser le site jusqu'à la fin de l'évaluation.	Risque : dommages accidentels au patrimoine culturel. Bénéfice : respect de la loi, protection du patrimoine, réduction des risques de réputation.	BERD EES8 loi tunisienne sur le patrimoine		Avant de commencer des travaux et tout au long de la construction	Procédure en cas de découverte fortuite en place ; travailleurs formés ; toute découverte signalée et gérée avec les autorités.

ESR 10	Engagement des parties prenantes et divulgation d'informations					
10.1	Mise à jour de la liste des parties prenantes Maintenir à jour le registre des parties prenantes, y compris les groupes vulnérables et les représentants locaux.	Risque : exclusion des parties prenantes, conflits. Avantage : engagement inclusif et soutien local renforcé.	BERD EES10,	Qair	Mettre à jour annuellement ou lorsque des changements surviennent	Liste des parties prenantes mise à jour et documentée.
10.2	Mise en œuvre du SEP Appliquer le SEP approuvé (consultations, divulgation, engagement auprès des groupes vulnérables). Assurer un suivi régulier auprès des communautés et des autorités.	Risque : faible engagement, risques pour la réputation. Avantage : confiance, transparence, conformité.	BERD EES10, PEPP	Qair	Continu pendant le cycle de vie du projet	Preuve de consultations et de divulgation conformément au SEP. Consultations signalées à la BERD.
10.3	Divulgation d'informations Partager les documents du projet (NTS, SEP, ESIA, LARF) et les mises à jour dans des formats et des langues accessibles.	Risque : désinformation, rumeurs. Avantage : parties prenantes informées et moins de litiges.	BERD EES10,	Qair	Continu	Informations divulguées via des canaux en ligne, des réunions, des affiches.
10.4	Mécanisme de réclamation Maintenir un mécanisme de réclamation accessible, incluant des options pour les plaintes anonymes et sensibles (par exemple, violences basées sur le genre). Suivre et résoudre rapidement les plaintes.	Risque : griefs non résolus, escalade. Avantage : résolution rapide, amélioration des relations.	Meilleures pratiques de la BERD EES10, SEP, GBVH	Qair	Opérationnel avant la construction ; maintenu pendant le projet	GM fonctionnel avec registre et résolution rapide des réclamations.
10.5	Suivi et reporting Suivre l'efficacité du mécanisme d'engagement et de traitement des plaintes, analyser les tendances et ajuster les mesures. Rendre compte annuellement des résultats à la BERD.	Risque : faible qualité de l'engagement. Avantage : amélioration continue, responsabilisation.	BERD ESR10,	Qair	Revue annuelle	Rapport annuel de suivi soumis à la BERD ; ajustements documentés.